

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°113 – Semaine du 2 mars 2026

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Soutien cumulé des pays nordiques à l'Ukraine au 31/12/2025

37 Md USD

Entre le 24 février 2022 et le 31 décembre 2025, les pays nordiques ont engagé respectivement : **12,48 Md USD** pour le Danemark (dont 11,34 Md de soutien militaire), **10,16 Md USD** pour la Norvège (6,40 Md), **10,16 Md USD** pour la Suède (9,05 Md), **3,92 Md USD** pour la Finlande (3,45 Md), et **0,11 Md USD** pour l'Islande (0,06 Md), soit, au total, **1,9 % du PIB de la zone nordique en 2025**. Le 24 février 2026, les huit pays nordico-baltes (NB8) se sont engagés à verser **15,8 Md USD** de soutien militaire et aux infrastructures énergétiques en 2026.

Source : [Ukraine Support Tracker Data - Kiel Institute](#) ; [Joint Statement NB8 and Ukraine 24 February 2026](#) ; [FMI](#)

Pays nordiques

L'UE sélectionne *Polar Connect* pour construire un câble sous-marin sous l'océan Arctique.

L'UE considère cette initiative nordique comme une priorité stratégique afin de garantir la sécurité des câbles européens, alors que 99 % du trafic internet intercontinental passe par des câbles sous-marins. Le projet incluant tous les pays nordiques devrait relier Kiruna, au nord de la Suède, au Japon et à l'Amérique du Nord, en passant sous le pôle Nord. Il s'agit du chemin le plus court (10 500 km) et le plus sûr par rapport à la route habituelle *via* le canal de Suez et plusieurs zones géopolitiquement sensibles. Le coût évalué à plus de 21 Md SEK (1,96 Md€) serait en partie financé par l'UE à hauteur de 9,94 M€ (*Connecting Europe Facility*).

Indice de perception de la corruption en 2025 : les nordiques dans le top 10.

Depuis sa création en 1995, l'indice de perception de la corruption de *Transparency International* est devenu la principale référence au niveau mondial et se fonde notamment sur des données de la Banque mondiale. Il classe 182 pays, et tous les pays nordiques figurent dans le top 10 de ce classement en 2025. Le Danemark se classe en première position, la Finlande seconde, la Norvège est 4^{ème}, la Suède 6^{ème} et l'Islande 10^{ème}.

Danemark

La Première ministre social-démocrate Mette Frederiksen a convoqué, le 27 février, des élections législatives anticipées qui se dérouleront le 24 mars prochain.

Les élections concerneront également les électeurs du Groenland et des îles Féroé, appelés à désigner les quatre députés qui les représenteront au *Folketing*. Le Parlement joue un rôle central dans la vie politique et institutionnelle de la monarchie parlementaire danoise. Dans l'attente, le gouvernement ne peut gérer que les affaires courantes.

L'institut statistique national Danmarks Statistik établit à +2,9 % la croissance du PIB danois en 2025.

Elle était de +3,5 % en 2024. Dans son rapport publié en décembre dernier, le gouvernement envisageait un taux de +2,6 %. La solidité de l'économie danoise se confirme. Comme les années précédentes, la contribution du secteur pharmaceutique demeure déterminante : sans ce secteur, la croissance se serait établie à seulement +1,2 %. Mais la dynamique positive est également observée dans d'autres secteurs industriels. La consommation domestique a par ailleurs progressé, après des années de stagnation, à hauteur de +2 % (contre +1 % en 2024). Le gouvernement envisage une croissance de +2,2 % cette année.

Le gouvernement a présenté le mardi 26 février son plan économique pour 2035.

Le plan actuel couvre la période 2023-2027. La défense représente le poste de dépenses le plus important du projet présenté. Le Danemark consacrera 3,8 milliards de couronnes danoises en 2026 au Fonds pour l'Ukraine, ce qui lui permettra d'atteindre l'objectif de l'OTAN de consacrer 3,5 % du produit intérieur brut à la défense. L'effort de défense baissera ensuite temporairement entre 2027 et 2029, avant de remonter à l'objectif OTAN de 3,5% à partir de 2030. Le

plan prévoit également de mobiliser plusieurs milliards de couronnes de marge de manœuvre budgétaire pour réduire le niveau de la TVA, sans que les modalités de cette réduction ne soient précisées. L'objectif recherché est de stimuler la consommation intérieure, qui stagne depuis plusieurs années. L'effort de défense combiné à cette baisse des recettes devrait entraîner la disparition de l'excédent budgétaire que le pays connaît sans interruption depuis 2016 : il n'atteindrait plus « que » 36 Md DKK (environ 5,1 Md€) en 2030.

Le gouvernement a indiqué examiner la possibilité de prolonger les licences d'extraction d'hydrocarbures en mer du Nord jusqu'en 2050.

A la suite d'une demande des acteurs du marché, le gouvernement a lancé ces derniers jours une procédure préparatoire à une éventuelle prolongation d'une ou plusieurs licences d'extraction de pétrole et de gaz en mer du Nord (la licence de Tyra, exploité par TotalEnergies, expire par exemple en 2042) jusqu'à l'arrêt de production décidé pour 2050 (le Danemark est le seul pays producteur de pétrole au monde à avoir déjà planifié l'arrêt de toute production). L'éventuelle prolongation serait justifiée, selon le gouvernement, par la volonté du pays de contribuer à l'autonomie et à la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'Europe. Le gouvernement devait initier une discussion sur ce projet avec les partis à l'origine de l'accord sur la mer du Nord conclu en 2020. L'annonce d'élections législatives anticipées suspend le processus.

Le gouvernement alloue 1,2 Md DKK (160 M€) à un dispositif national de défense et de gestion des crises.

Jusqu'à présent, le Danemark était le seul pays nordique sans ce système de préparation coordonnée, chaque autorité publique planifiant son organisation de manière isolée. Dans le cadre d'un paquet d'urgence, le gouvernement consacrera cette année 295 M DKK (26 M€)

au secteur de la santé, 220 M DKK (29 M€) à l'achat d'équipements et autres efforts de gestion d'urgence dans les communes, 85 M DKK (11 M€) à la Direction nationale de la protection civile, 110 M DKK (15 M€) aux télécommunications, 100 M DKK (13 M€) pour rendre le secteur énergétique plus robuste, 30 M DKK (4 M€) pour renforcer les capacités de diffusion de l'audiovisuel public DR, 80 M DKK (11 M€) pour un nouveau dispositif national de gestion des catastrophes liées à l'eau, 100 M DKK (13 M€) pour renforcer le dispositif d'urgence dans les transports et 180 M DKK (24 M€) pour des interventions de sécurité et gestion de crises au Groenland.

Un rapport intermédiaire indique que la mise en place de l'énergie nucléaire sous forme de petits réacteurs modulaires (SMR) pourrait, sous certaines conditions, être économiquement bénéfique pour le Danemark à long terme.

Commandé par le ministère du climat et de l'énergie dans le prolongement du débat au Parlement, au printemps 2025, sur la contribution potentielle du nucléaire au mix énergétique danois, ce rapport, réalisé par EA Energianalyse et VTT Technical Research Centre of Finland pour l'Agence danoise de l'énergie (*Energistyrelsen*), conclut que les SMR pourraient être économiquement avantageux d'ici 2040 à 2050 à condition que la chaleur excédentaire soit utilisée pour le chauffage urbain. À l'inverse, si la chaleur ne peut être récupérée, les centrales SMR augmenteraient les coûts énergétiques globaux. Cette analyse a été réalisée après une longue période de débat politique, au cours de laquelle un nombre croissant de partis demandent que le Danemark abandonne son interdiction d'inclure l'énergie nucléaire dans sa planification énergétique. Elle constitue le premier volet d'une analyse globale du Gouvernement sur le nucléaire qui comportera trois volets : i) les SMR dans le système énergétique danois, désormais publié ; ii) un volet plus réglementaire et juridique ; iii) un dernier volet plus tourné vers l'intérêt des SMR pour les acteurs économiques. Le dernier rapport devrait être publié courant juin 2026.

Finlande

Accord sur l'objectif de réduction de la dette pour la prochaine législature 2027-2031.

Tous les groupes parlementaires, sauf l'Alliance des Gauches, se sont accordés sur la position nette budgétaire (hors sécurité sociale) à tenir pendant la prochaine législature (2027-2031), afin de corriger la trajectoire de la dette publique finlandaise. L'enveloppe des ajustements à réaliser par des coupes budgétaires et des hausses d'impôts est fixée de 8 à 11 Md€ (un montant qui dépendra de la durée du prochain plan stratégique de moyen terme, 4 ou 7 ans, lequel sera préparé en 2027). L'accord vise à ramener le déficit des administrations de l'Etat et des collectivités locales entre 2-2,5 % du PIB d'ici 2031 (le déficit des APU étant de -4,5 % en 2027). Le parlement demande au gouvernement que les ajustements freinent le moins possible la croissance économique et le développement social durable. Dans ce contexte, le PSD (socio-démocrate) appelle le gouvernement actuel de P. Orpo à abandonner la baisse de l'impôt sur les sociétés prévue en 2027 pour réaliser 1,4 Md€ d'économies. Le groupe de travail parlementaire doit s'accorder sur une estimation précise des ajustements nécessaires d'ici décembre.

Le français NW Groupe installera jusqu'à 500 MW de capacité de stockage d'électricité par batteries en Finlande.

L'entreprise énergétique NW Groupe a déjà plus de 200 unités de batteries en Finlande et prévoit d'en installer autant en 2026. Sa capacité de stockage devrait atteindre 500 MW d'ici fin 2026. Les batteries se chargent lorsque le prix de l'électricité est bas et se déchargent lorsqu'il est élevé, ce qui permet d'atténuer les variations de prix pour les consommateurs. L'abondance d'électricité intermittente éolienne en Finlande a augmenté les besoins pour la flexibilité, ce qui rend le secteur des batteries rentable.

La mine de lithium de Keliber a démarré ses activités.

La société minière Keliber (appartenant au sud-africain Sibanye Stillwater à 80% et Finnish Minerals Group à 20%) a commencé l'extraction de lithium à Kaustinen, à l'ouest de la Finlande, le 11 février. Cela marque le lancement de la première chaîne de production intégrée de lithium en Europe. Le minerai extrait est traité dans une usine de concentration à proximité de la mine. Le concentré est ensuite acheminé à la raffinerie de lithium de Keliber, située dans la zone industrielle de Kokkola à 66 km. La chaîne a une capacité de production annuelle de 15 000 t de lithium de qualité batterie. Ce projet représente un investissement de 800 M€ et 350 nouveaux emplois.

L'État investit 65 M€ dans le projet minier de Sokli.

Sokli est détenu par Finnish Minerals Group (100 % l'Etat). Le financement couvre la phase d'étude préliminaire de 2026 à 2028, pendant laquelle une mine pilote et une usine pilote de concentration seront construites. Le principal produit sera le phosphate, utilisé dans les engrais agricoles et les batteries de voitures électriques. Mais Sokli produirait également des terres rares, du fer, du niobium et de l'uranium.

La société ferroviaire d'Etat VR ouvre une ligne directe entre la Finlande et la Suède.

En 2026, les services voyageurs reliant la Finlande et la Suède seront mis en place, avec des trains qui circuleront entre Oulu en Finlande et Luleå en Suède. L'Etat compte subventionner le trafic avec 1,9 M€ par an. L'électrification de la ligne Laurila-Tornio-Haparanda (22 km) reliant le réseau ferroviaire finlandais au réseau ferroviaire suédois (et européen) et à Narvik en Norvège a été finalisé début 2025. Les régions riveraines du golfe de Botnie espèrent que la nouvelle ligne stimulera le tourisme et densifiera le travail transfrontalier. La connexion au réseau ferroviaire suédois

contribue également à la sécurité de l'approvisionnement de la Finlande.

***IQM* introduit à la bourse de New York.**

La société finlandaise de technologie quantique, *IQM Quantum Computers*, sera la première entreprise quantique européenne cotée en bourse. Elle prévoit une introduction au *Nasdaq NY* en s'appuyant sur *Real Asset Acquisition Corp RAAQ*. L'opération valorise *IQM* à environ 1,8 Md USD, soit environ 1,5 Md€. En parallèle, cette licorne finlandaise reçoit environ 330 M USD de nouveaux financements. *IQM* a son propre modèle de fonctionnement intégré, avec sa conception de puces, son usine de fabrication de puces quantiques, sa chaîne d'assemblage et son centre de données. La société livre des ordinateurs « quantiques » physiques à ses clients. Elle investit actuellement 40 M€ pour accroître sa capacité de production.

Le premier hiver sans charbon de la ville de Helsinki se passe bien.

Helen, la société d'énergie de la ville, a fermé sa dernière centrale à charbon en avril 2025, en optant pour le chauffage à bois énergie et à l'électricité. Les longues périodes de gel intense de l'hiver 2025-2026 ont mis à l'épreuve le nouveau système de chauffage, fondé sur un mix dont les pompes à chaleur, les chaudières électriques, le bois combustible, et le gaz ou le fioul. Ce nouveau système s'est montré efficace, tout en permettant l'amélioration de la qualité de l'air de la ville.

La Finlande entame la construction d'un SMR pilote.

La première pierre de la centrale pilote de réacteur modulaire de petite taille (SMR) de *Steady Energy* a été posée à Helsinki le 12 février 2026. *Steady Energy* construira son pilote dans la salle des turbines de l'ancienne centrale à charbon de la société d'énergie Helen près du centre-ville. Une maquette grandeur nature du module de réacteur LDR-50 servira d'équipement d'essai. Cependant, son cœur ne contiendra pas de combustible nucléaire. L'eau du circuit du réacteur sera chauffée par des résistances électriques, produisant environ un dixième de la puissance d'un réacteur LDR-50. Le réacteur nucléaire final est prévu pour être construit sous terre.

Islande

Le taux de chômage islandais atteint 7,3 % en janvier 2026.

D'après *Statice*, cela correspond à 17 400 chômeurs pour 217 900 personnes en emploi. Cela représente une augmentation de +3,1 points de pourcentage par rapport à janvier 2025 et de +1,1 points de pourcentage par rapport à décembre 2025.

Des recettes fiscales liées à la vente de Kerecis devraient rendre le budget de l'Etat islandais excédentaire en 2026.

L'acquisition des droits de propriété intellectuelle de la start-up biomédicale *Kerecis* par le groupe danois *Coloplast*, qui fait suite au rachat de la licorne islandaise par cette même entreprise en 2023, prévoit que l'entreprise verse un impôt d'un montant de 40 Md ISK (276 M €) à l'Etat islandais. L'entreprise a annoncé le 24 février 2026 régler cette somme en une seule transaction, au lieu d'un échelonnement sur sept années. Cette augmentation inattendue des recettes de l'Etat pourrait changer l'équilibre des finances publiques islandaises, dont le budget voté en décembre 2025 prévoyait un déficit de 28 Md ISK (193 M €). Les finances publiques pourraient désormais être excédentaires à hauteur de 12 Mds ISK (83 M€).

Norðurál espère retrouver un niveau normal d'activité dès juillet 2026.

Selon la direction, le niveau d'activité de la fonderie d'aluminium de *Norðurál* à Grundartangi devrait repartir progressivement à la hausse à compter du mois d'avril 2026. La défaillance de deux transformateurs, survenue au mois d'octobre 2025, avait réduit de deux tiers la capacité de production de l'usine, dont les exportations totales représentent habituellement un peu plus de 10 % du total des exportations de l'Islande. Les premières pièces de remplacement sont attendues début mars pour une remise en route qui devrait débuter fin avril et permettre un retour à pleine capacité envisagé pour fin

juillet. L'ampleur totale des pertes financières reste à évaluer.

Landsvirkjun annonce 36 Md ISK (248,4 M€) de bénéfices en 2025.

La compagnie nationale d'électricité *Landsvirkjun* a réalisé en 2025 un bénéfice de 36 Md ISK (248,4 M€). Ces bons résultats concluent une année marquée par des conditions hydrologiques inhabituelles et fluctuantes : *Landsvirkjun* opère 14 barrages et trois usines géothermiques. Selon la direction, les bonnes performances financières et opérationnelles de l'entreprise permettent de répondre à la hausse de la demande énergétique, d'accompagner la transition et de renforcer la sécurité énergétique à long terme.

Icelandair et Neos bénéficient de quotas d'émissions gratuits (ETS) attribués par l'Etat islandais.

Un système dérogatoire au système ETS permet à l'Etat islandais de distribuer ses propres quotas d'émissions gratuits aux compagnies aériennes desservant l'Islande et en faisant la demande. Le 18 février 2026, l'Etat a alloué des quotas d'émission gratuits à *Icelandair* (40 652 t) et *Neos* (1 365 t), qui s'ajoutent aux quotas gratuits automatiquement accordés aux compagnies aériennes couvertes par le marché européen du carbone en 2025. Trois d'entre elles avaient sollicité l'Etat islandais dans ce cadre en octobre 2025 : *Icelandair*, *Neos* et *Play*, avant que cette dernière ne se déclare en faillite. La valeur des quotas alloués gratuitement à ces entreprises est estimée à 430 M ISK (2,97M€).

Islandsbanki et Skagi mettent fin au processus de fusion/acquisition.

La banque *Islandsbanki* et la société d'investissement et d'assurance *Skagi* ont annoncé mettre un terme aux négociations de rachat de *Skagi* par *Islandsbanki* entamées en octobre 2025. Les entreprises évoquent des difficultés trop importantes liées au droit de la concurrence ainsi qu'aux règles prudentielles imposables aux établissements bancaires.

Norvège

Accord franco-norvégien pour une aide militaire à l'Ukraine d'un montant de 640 M€.

Les ministres de la défense Catherine Vautrin et Tore O. Sandvik ont signé le 12 février un accord prévoyant un soutien militaire à l'Ukraine pour un montant total avoisinant 640 M€, assumé à 58 % par la Norvège et à 42 % par la France, cette dernière apportant des garanties de prêt. Les fonds seront mobilisés pour acquérir du matériel français, principalement des armes air-sol et des capacités de surveillance. Des dons issus des stocks français sont également inscrits dans l'accord. Le Premier ministre Støre a souligné que « *la France est un allié de plus en plus important pour la Norvège* ».

Réactions à l'annonce de la nouvelle tarification douanière américaine.

Face à l'annonce du Président américain d'une nouvelle tarification douanière à hauteur de 10%, la ministre du commerce et de l'industrie Cécilie Myrseth a fait la déclaration suivante : « *le contexte commercial international est difficile pour les entreprises, qui rencontrent des incertitudes sur leurs marchés traditionnels. Le gouvernement fait tout ce qui est en son pouvoir pour protéger la production de richesse et l'emploi en Norvège* ». Le ministre des affaires étrangères Espen Barth Eide a plaidé en faveur d'accords de libre-échange entre l'EEE et de nouveaux marchés. L'organisation patronale NHO salue la décision de la Cour suprême, mais estime que les incertitudes demeurent importantes. Le patronat estime qu'il n'a pas encore de vue d'ensemble sur l'impact de ces nouvelles barrières douanières sur les entreprises norvégiennes. Pour mémoire, la Norvège s'était vue appliquer un taux de 15% dans la précédente mouture.

Le ministre des affaires étrangères ouvert à l'idée d'un accord de libre-échange avec la Chine.

Dans un contexte d'intensification des relations commerciales avec la Chine, la Norvège pourrait « *à terme* » conclure un accord de libre-échange avec la Chine, a annoncé le ministre des affaires étrangères Espen Barth Eide. Les négociations de cet accord bilatéral avaient été suspendues en 2024. Le Parti libéral s'y oppose et rappelle que la Chine est identifiée par les services de renseignement comme la deuxième plus grande menace contre les intérêts du Royaume, derrière la Russie.

Participation de la Norvège aux programmes spatiaux européens.

Le Conseil européen s'est prononcé, le 19 février, en faveur d'une participation de la Norvège au projet spatial *Secure connectivity*. Si le Parlement européen donne également son feu vert, la Norvège pourra s'associer aux dispositifs IRIS² et Govsatcom. « *C'est très important* » d'un point de vue technique, militaire et économique, souligne la ministre du commerce et de l'industrie, Cécilie Myrseth. Elle rappelle que la possibilité pour les Européens de tirer des fusées depuis le continent, sur la base norvégienne d'Andøya, est un argument majeur pour l'autonomie stratégique.

L'accord de l'EEE s'applique au plateau continental norvégien, selon la Cour de justice de l'AELE.

La Cour de la justice de l'AELE a contredit la Norvège dans un avis consultatif rendu le 19 février 2026. Elle a affirmé que le plateau continental norvégien était soumis à la législation de l'EEE et non au droit norvégien. L'avis consultatif est formellement non contraignant, mais selon la jurisprudence de la Cour suprême norvégienne, celle-ci doit lui accorder un « *grand poids* ». Plusieurs directives et réglementations de l'UE non applicables dans le passé au plateau continental pourraient désormais s'y appliquer.

La Norvège réfléchit à participer au nouveau programme américain *Forum on Resource Geostrategic Engagement*.

Les autorités américaines ont décidé début février de mettre un terme au programme *Minerals security partnership* (MSP) pour le remplacer par le *Forum on Resource Geostrategic Engagement* (FORGE) et *Pax Silica*, qui est un réseau de pays coopérant sur les minéraux rares et dont la Norvège ne fait pas partie. Or, l'entreprise *Rare Earths Norway* (REN) avait été sélectionnée dans le cadre du MSP. Le ministère du commerce et de l'industrie a annoncé réfléchir à une éventuelle participation de la Norvège à ce nouveau dispositif.

Investissement d'1,8 Md€ pour la réouverture de trois champs de gaz de la zone Ekofisk.

Le ministre de l'énergie Terje Aasland a reçu le 13 janvier deux plans de développement et d'exploitation portant sur trois champs de la zone Ekofisk (Albuskjell, Vest Ekofisk, Tommeliten Gamma), découverte en 1970. Arrêtée en 1998, l'exploitation de ces champs devrait reprendre, soutenue par un investissement de 1,8 Md€. *ConocoPhillips Skandinavia*, filiale norvégienne du groupe américain, opérera les deux projets, dont les ressources totales sont estimées entre 90 et 120 millions de barils équivalent pétrole. Le démarrage de la production est fixé à 2028 pour Albuskjell et à 2029 pour Vest Ekofisk et Tommeliten Gamma. Lors de la remise des plans, le Ministre a rappelé que « *le plateau continental norvégien doit être développé, non démantelé. Le développement de découvertes rentables est essentiel pour maintenir l'activité tant dans l'industrie pétrolière que chez les fournisseurs* ».

Validation du programme d'étude d'une centrale nucléaire dans le Trøndelag.

Le ministère de l'énergie, le ministère de la santé, ainsi que le ministère du climat et de l'environnement ont validé la conduite d'un programme d'étude relatif au projet de centrale nucléaire sur le site industriel de Taftøy, entre les communes d'Aure et de Heim. Le communiqué gouvernemental précise que « *cette décision*

constitue une étape procédurale importante dans le processus d'instruction du projet. Elle ne préjuge toutefois en rien d'une décision de principe quant à l'intégration de l'énergie nucléaire dans le système électrique norvégien ». Les prochaines étapes correspondent à la conduite des études requises, à l'éventuel dépôt d'une demande d'autorisation, cette dernière devant faire l'objet d'une nouvelle procédure d'instruction et de consultations publiques avant toute décision finale.

Lancement d'un corridor maritime « zéro émission » entre Oslo et l'Europe.

La compagnie *North Sea Container Line* (NCL), en partenariat avec Yara International, a inauguré une nouvelle ligne de conteneurs hebdomadaire reliant Oslo, Brevik, Bremerhaven et Rotterdam. Ce projet préfigure l'un des premiers corridors de fret décarbonés au monde grâce à l'introduction courant 2026 du Yara Eyde, un navire propulsé à l'ammoniac vert. Le port d'Oslo et l'opérateur Yilport s'associent à cette démarche en garantissant des opérations 100 % électriques d'ici la fin de l'année, créant ainsi une chaîne logistique intégrée sans émissions de CO2.

Départ d'Erna Solberg après 22 ans à la tête du Parti conservateur.

Erna Solberg a ouvert le 14 février le congrès national du Parti conservateur pour la dernière fois, après 22 ans à la tête du parti, dont huit en tant que Première ministre. La nouvelle présidente, Ine Marie Eriksen Søreide aura pour mission de renforcer le parti, qui n'avait obtenu que 14,6 % des suffrages aux élections législatives de septembre dernier. Le premier changement politique s'est traduit par un vote des députés en faveur de la suppression totale de l'impôt sur la fortune. Le Parti travailliste et le Parti socialiste de gauche jugent cette décision « *particulièrement dramatique* », tandis que la Confédération norvégienne des entreprises (NHO) estime que c'est une « *très bonne chose* ».

Suède

La croissance du PIB suédois a atteint +1,5 % en 2025.

Le PIB suédois a augmenté de +0,5 % au quatrième trimestre, après correction des variations saisonnières et par rapport au trimestre précédent. Cette hausse s'explique principalement par les investissements et la consommation publique. Corrigé des effets calendaires et comparé au quatrième trimestre 2024, le PIB a augmenté de +2,1 %. Sur l'ensemble de l'année 2025, le PIB a augmenté de +1,5 % par rapport à 2024.

La population suédoise atteint 10,6 M d'habitants fin 2025.

La population suédoise n'a augmenté que de 17 800 personnes en 2025 (+0,2 %). Il s'agit de la plus faible croissance démographique enregistrée depuis les années 2000. Au total, la population suédoise atteint désormais de 10,6 M habitants. Elle a diminué dans 14 des 21 régions et dans 180 des 290 communes du pays. La région *Västerbotten* (Umeå) dans le nord a enregistré le plus grand exode interne net et la *Scanie* (Malmö), dans le sud du pays, le plus grand afflux net.

Le taux inflation à taux d'intérêt fixe (KPIF) pour janvier 2026 s'élève à +2 %, en ligne avec l'objectif de la Riksbank.

Selon SCB, l'indice des prix à la consommation hors énergie (KPIF-XE) augmente de +1,7 % en janvier en glissement annuel, contre +2,3 % en décembre. Les prix de l'électricité ont augmenté de près de +21 % par rapport à janvier 2025, leur plus forte hausse depuis novembre 2024. La pression inflationniste sur ces postes de dépenses a été contrebalancée par des baisses de prix pour les voyages à forfait, la location de voitures, les services de transport et l'habillement, et une augmentation inhabituellement faible des prix des denrées alimentaires en comparaison avec la même période les années précédentes (sans que ceci ne soit lié à un effet de la baisse annoncée de la TVA alimentaire de 12% à 6%, qui entrera en vigueur en avril 2026).

La Riksbank a enregistré un bénéfice de 5,3 Md de SEK (500 M€) en 2025, qu'elle a placé en réserve.

La Banque de Suède ne distribuera pas de dividendes à l'Etat et affectera son bénéfice à son fonds de réserve à hauteur de 973 M SEK (91 M€) et aux bénéfices reportés pour les 4 324 M SEK (405 M€) restants. La Banque centrale justifie son choix par un montant de capitaux propres, après affectation du bénéfice, inférieur à l'objectif fixé de 63,3 Md SEK (5,9 Md€). Le bon résultat de l'année 2025 s'explique par l'application d'une obligation de dépôt (sans intérêt) à la *Riksbank* pour les banques commerciales depuis 2025.

A partir d'avril 2026, la Banque de Suède va gérer le coussin de fonds propres contracyclique (CCyB).

Le ministère suédois des Finances a décidé que la gestion du CCyB serait transférée, à compter du 1^{er} avril, du superviseur financier (*Finansinspektionen*/FI) à la *Riksbank*. Il s'agit de l'exigence réglementaire (Bâle III) imposant aux banques de constituer des réserves de capital supplémentaires pour une meilleure résilience, lors des phases de croissance du crédit. Un changement qui, dans la pratique, signifie que FI se voit retirer la responsabilité principale de la surveillance macro-prudentielle, c'est-à-dire du travail de prévention macro-prudentielle des crises financières en Suède.

Le Conseil des Finances publiques suédois publie un rapport très critique sur la politique budgétaire du gouvernement.

Elisabeth Svantesson, ministre des Finances, a souligné que le plan d'investissement du gouvernement de 80 Md SEK (7,5 Md€), annoncé fin 2025, avait épuisé l'espace budgétaire pour les investissements du prochain mandat, et que les partis devaient en tenir compte dans leurs promesses électorales. Le cœur de la critique du *Finanspolitiska rådet* est que le gouvernement se dit contraint de financer

par emprunt l'augmentation des dépenses de défense, mais choisit néanmoins de réduire les impôts sur le revenu, les cotisations patronales pour les jeunes, et de baisser temporairement la TVA sur les denrées alimentaires. Le Conseil des finances publiques remet en cause l'efficacité économique de ces mesures et souligne que la stratégie d'endettement limite les marges de manœuvre à l'avenir tout en alourdissant le poids de la dette pour les générations futures (dette publique de 35,3% du PIB en 2027). Une partie de la critique porte aussi sur le fait que la politique monétaire de la *Riksbank* (dont le Vice-gouverneur à compter de mars 2026, Göran Hjelm, est actuellement directeur de la politique budgétaire du Conseil) aurait été trop restrictive, laissant à la politique budgétaire le rôle de principal moteur de la politique de stabilisation.

Le gouvernement adopte sa première stratégie nationale sur l'IA et ambitionne de se hisser dans le top 10 mondial.

La Suède compte sur le haut niveau de maturité numérique de son secteur privé, l'accès à des données de qualité dans l'administration et sur son électricité décarbonée abondante. La stratégie vise le développement de l'IA sur des bases sûres en instaurant un cadre réglementaire simple et technologiquement neutre, tout en protégeant la vie privée, les droits d'auteur et les intérêts sécuritaires. Le gouvernement veut aussi faire de la Suède le champion mondial en matière d'usages de l'IA dans les services publics. Parmi les objectifs figurent la minimisation de l'impact environnemental (frugalité), l'adaptation du marché du travail et du système éducatif, et le développement de modèles linguistiques nationaux. La stratégie s'appuie sur un plan d'action dont la mise en œuvre sera suivie par l'Agence pour l'administration numérique (*Digg*) et l'Agence suédoise des postes et télécommunications (*PTS*).

Intrac lève près de 4 M€ pour développer un projet d'IA souverain, avec l'appui de Carl-Henric Svanberg.

L'entreprise suédoise d'IA *Intrac* a levé 41 M SEK (3,8 M€) pour développer des agents IA traitant des données confidentielles et excluant les technologies américaines dans sa conception. Carl-Henric Svanberg, ancien dirigeant suédois (Volvo AB, BP, Ericsson, Assa Abloy) et président de la commission autrice d'un rapport sur l'IA remis au gouvernement fin 2024, a participé à ce second tour de table (le premier ayant eu lieu en 2025) mené par le fonds danois de capital-risque *Byfounders*, l'un des premiers investisseurs dans la start-up suédoise d'IA *Lovable*. Le rédacteur du rapport gouvernemental sur l'IA de 2024 partage le constat selon lequel il est impératif de développer des technologies européennes indépendantes des Etats-Unis et de la Chine.

Bouygues Travaux Public remporte un contrat de 12 Md de SEK.

L'Agence suédoise des transports a attribué une partie de la nouvelle ligne à grande vitesse du projet *Ostlänken* à Bouygues Travaux Publics et son partenaire suédois *Infrakraft*. Il s'agit d'un contrat clés en main d'une valeur de 12 Md SEK (1,1 Md€) pour le tronçon de 35 km reliant *Nyköping/Sillekrog* et l'aéroport de *Skavsta*, comprenant d'importants travaux de terrassement, la construction de viaducs et une gare proche de l'aéroport.

Le groupe NRJ perd sa licence radio FM nationale en Suède.

Le groupe de médias français n'a pas été retenu par l'Autorité des médias lors de l'allocation des trois licences de diffusion nationales pour la période allant d'août 2026 à juillet 2034. Présent depuis la libéralisation de la radio en Suède en 1993, NRJ déplore cette décision au nom de ses 1,5 millions d'auditeurs annuels en Suède, et ce d'autant plus qu'elle serait la seule radio à avoir enregistré une hausse de ses auditeurs en 2025. Toutefois, NRJ espère bénéficier de licences de diffusion régionales lorsqu'elles seront réattribuées au printemps 2026.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025
Suède	1,5	-0,2	1,0	-0,1	0,8	1,1	0,5
Danemark	1,5	1,8	3,7	-1,3	1,3	2,3	0,2
Finlande	0,8	-0,9	0,4	-0,3	-0,2	-0,1	0,4
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	0,1	1,2	1,1	-0,3
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	1,2	0,5	0,1	0,4
Islande	9	5,6	-0,7	3	-0,4	-0,2	-0,8

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriels (en glissement annuel)²:

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,9	0,4	0,9	0,5
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,7	1,7	2,2	2,0
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,6	0,4	0,4	0,0
Norvège	5,8	5,5	3,2	2,8	2,8	3,5	3,0
Islande	8,3	8,8	5,9	4,2	4	4	4,2

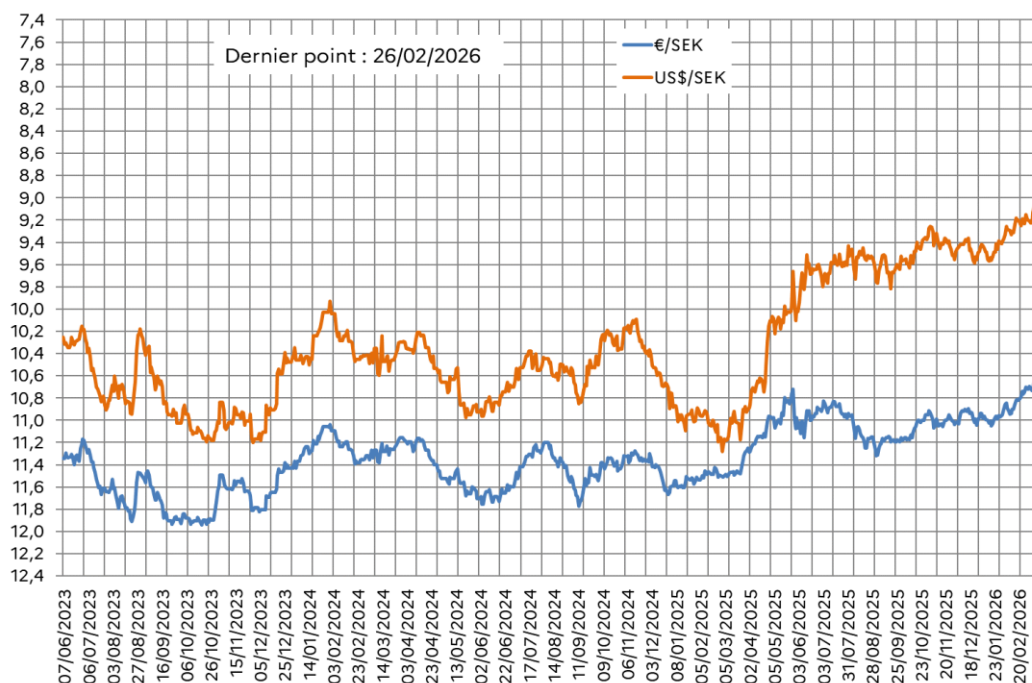
Sources : [OCDE](#)

² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

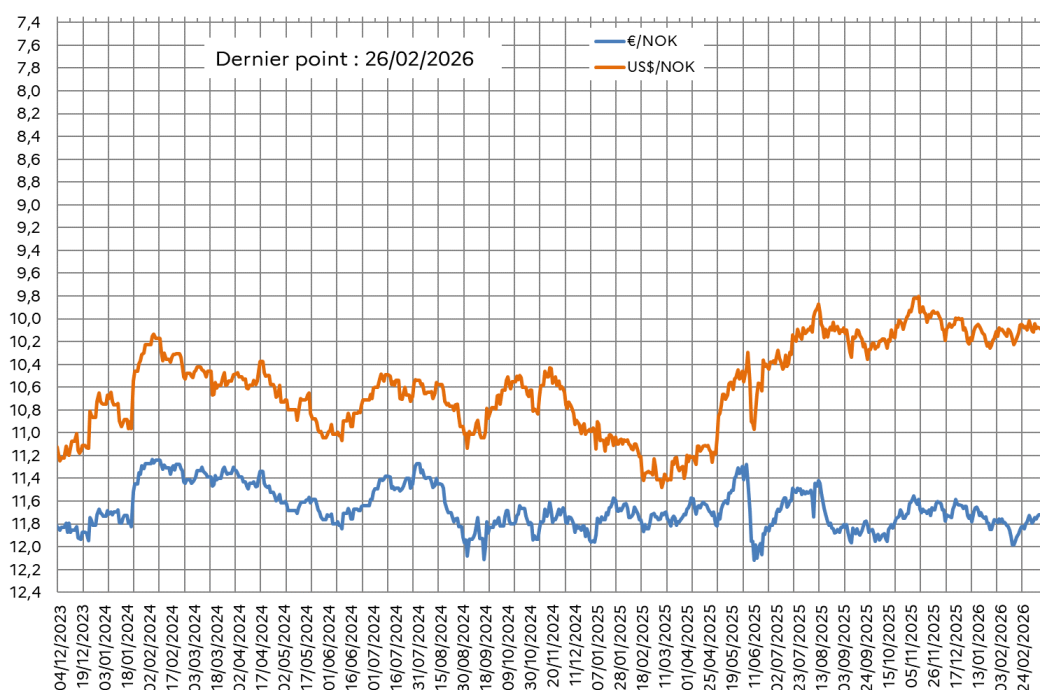
*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Le Ministre Conseiller, Chef du Service économique régional de Stockholm « pays nordiques » O. Cuny
olivier.cuny@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, M. Valeur, V. Brigodiot), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson, A. Trocme), Oslo (F. Choblet, Y. Le Lamer Le Guitton, S. Brel), Stockholm (O. Cuny, J. Lauer Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, J. Picard, W. Daehn-Viellard) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin, E. Piran).

Abonnez-vous : juliette.picard@dgtresor.gouv.fr